

l'encre rouge



bulletin d'information du parti du travail genevois

N° 9 Avril 2009

Rassemblons nos forces!

La récession touche aussi la Suisse, ce constat enfin admit fin décembre dernier par le Conseil fédéral, via les déclarations de la ministre de l'économie Doris Leuthard, s'accompagne en plus d'une déflation de 0,3% selon l'Office fédéral des statistiques. Pour atténuer le choc, le plan de relance pour soutenir l'économie helvétique est mis en avant par un effet de communication apaisante. Nous n'avons rien à craindre puisque les montants débloqués seront de 890 millions de francs et de 650 millions en un deuxième temps courant 2009. Ces sommes faramineuses, la population ne les perçoit pas. Les salariés sont plus préoccupés à conserver leur travail et à payer leurs factures. Finalement, ceux qui sont rassurés sont les gros bonnets de la finance, les banquiers, les spéculateurs, le patronat. Ils savent qu'une importante partie de cet argent leur reviendra sous une forme ou une autre, le circuit économique bénéficiant les entreprises plus que les salariés.

Les statistiques de l'office des poursuites et faillites attestent d'une augmentation chez les particuliers de 28% de faillites en plus entre 2002 et 2008 dans le canton de Genève. Les conditions de travail sont péjorées par la crise économique, les entreprises craignant leur banqueroute plutôt que celle de leurs employés licencient à tour de bras. Les secteurs de l'électrotechnique, l'électronique et l'horlogerie représentent 50% des 45'000 heures de chômage partiel enregistré pour le mois de janvier. Le syndicat UNIA a dénoncé une gestion du personnel tyrannique chez Franck Muller S.A, la conséquence a été une centaine de licenciements ou de démissions. Le Crédit Suisse licencie 5'300 salariés vu le déficit de 3 milliards que la banque subie, l'UBS annonce une suppression de 87 000 postes, dont 2'500 en Suisse. Le monde bancaire essaie de

1^{er} mai
2009

capitalisme:
no future!

supprimer des postes en toute discrétion, non seulement pour éviter les coûts de licenciements collectifs mais aussi pour faire bonne figure, quitte à avoir des pratiques douteuses vis-à-vis du code des obligations. SwissRe est sauvée par les 3 milliards de Warren Buffet, le milliardaire américain

qui avait déclaré «La guerre des classes existe, c'est un fait, mais c'est la mienne, la classe de riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la remporter». Pendant que la classe dominante mène sa guerre et tente de sauver le capitalisme, ce sont les citoyens qui subissent les ravages de leur course au profit. Selon l'Office fédéral des statistiques, 18% des familles avec 3 enfants ou plus entrent dans la catégories des travailleurs pauvres, ainsi que 12,5% des personnes n'ayant pas dépassé le niveau de scolarité obligatoire et 10,7% des indépendants sans employés. De même, les étrangers sont deux fois plus touchés que les suisses. Faut-il rappeler que les droits des 19'000 demandeurs d'emploi et de nombreux bénéficiaires de l'aide sociale dont 14'000 chômeurs indemnisés sont constamment attaqués par des politiques de l'emploi de plus en plus restrictives? Force est de constater que non seulement le chiffre de 160 emplois dits de solidarité est largement inférieur aux 400 prévus par la loi «Longchamp» mais de plus, 1/3 des bénéficiaires ont été sous-payés. Certains ont même perçu un salaire inférieur à leur indemnité chômage pour un poste à 100%. Il faut ajouter que la réinsertion n'est pas favorisée lorsqu'une centaine de chômeurs sont qualifiés par l'Office de l'emploi (OCE)

Bulletin d'information du
Parti du Travail genevois
Paraît 10 fois l'an

Rédaction-administration
25 r. Vieux-Billard
case 16 - 1211 Genève 8
ptsg@worldcom.ch
site internet www.pdt-ge.org
tél. 022.322.22.90
fax 022.322.22.95
CCP 12-8747-5

Editeur responsable
Jean-Luc Ardite

Ont collaboré à ce numéro
Cecilia Toledo, Alexander
Enline, Cyrille Baumann, Rolf
Zbinden, Esteban Munoz

Impression
PdT 25 Vieux-Billard
Prochaine parution
Mai 2009

Délaï de remise des textes
20 mai

Tarif abonnements
1 an Fr 20.-, soutien Fr 40.-
donateur Fr 60.-

JAB
PP/Journal
CH-1211 Genève 8

de «inemployables» et que seulement 750 emploi-formations seront pourvus au lieu des 1'800 postes proposés auparavant par l'Etat, selon l'estimation des syndicats.

Par ailleurs, il manque une véritable volonté de la part de l'Etat et du patronat de mettre en place un programme permettant à l'individu de pallier son manque de qualifications, exigence pourtant imposée par le marché de l'emploi. En 2008, seulement une personne sur 1'000 inscrites à l'OCE a valorisé ses acquis professionnels (biais la VAE et la RA) pour obtenir un CFC, diplôme reconnu au niveau fédéral. D'autre part, selon des estimations se basant sur les chiffres de 2004 du SECO, il faudrait prévoir actuellement 30'000 jeunes inscrits au chômage, soit 10'000 de plus, ceci sans compter qu'un jeune sans emploi sur deux n'osera pas entreprendre les démarches d'inscription auprès de l'OCE. Le contexte économique et social difficile auquel nous devons faire face doit nous amener à rassembler nos forces et nos luttes pour défendre et porter les revendications des travailleurs. Rejoignez-nous à l'occasion de la fête internationale des travailleuses et des travailleurs!

Cecilia Toledo

Manifestation contre le G20

Les membres de la coordination anti-WEF (Parti du Travail, solidarités, Gauche anticapitaliste, Mouvement pour le socialisme, Action autonome, Attac) ont poursuivi leurs activités anticapitalistes en organisant la journée internationale d'action contre le G20. Voici le déroulement de la manifestation.



Le 28 mars dernier, des personnes sous une foule de parapluies se dirigent vers le rendez-vous de la manifestation contre le G20 au Parc des Croupettes. Le discours d'introduction de Paolo Gilardi donne le ton de la manifestation: «ce n'est pas à nous de payer le prix de votre crise!» Quelques minutes plus tard, un cortège de près de 800 personnes prend la route et se dirige vers le quartier des Pâquis en passant par la rue de Montbrillant, puis celle du Valais. Des slogans sont hurlés depuis les porte-voix et des pancartes sont arborées pour exprimer à la population un message anticapitaliste. Arrivés à la place de Grenus, un rassemblement se forme pour marquer

une vive protestation contre le licenciement antisyndical de Marisa Pralong. Sous les huées dirigées aux responsables de Manor, on distingue le mot d'ordre: «c'est pas les ouvriers, c'est pas les syndiqués, c'est le capitalisme qu'il faut virer!»

Eric Decarro dénonce qu'«en Suisse, plus qu'ailleurs, les droits des travailleurs sont attaqués avec la complicité du gouvernement qui refuse obstinément de légiférer pour protéger les syndicalistes, malgré plusieurs recommandations de l'OIT.» Ensuite, le syndicaliste Alessandro Pelizzari proteste contre la violence du capitalisme: «vous êtes en train de manifester contre la violence du G20

[...] nous sommes ici pour protester contre une autre forme de violence, une violence vécue tous les jours par les travailleurs [...] notamment dans ce magasin.»

Fidèle à elle-même, la police a procédé à des mesures d'intimidations en filmant et photographiant les manifestants (voir encadré). De leur côté, les participants de cette manifestation ont fini leur parcours à la Place Neuve où notre camarade Esteban Munoz a pris la parole au nom du Parti du Travail (voir retranscription du discours).

Rédaction

Lettre ouverte d'organisateur de la manifestation contre le G20

Monsieur le Conseiller d'Etat [Laurent Moutinot],

[...] lors de cette manifestation, nous avons pu constater à plusieurs reprises que des policiers-ères photographes «mitraillaient» les manifestant-e-s, ceci notamment depuis un avant-toit situé à l'angle de la rue de Grenus et de la rue de Coutance, au-dessus d'un magasin situé en face de la Placette, et depuis deux voitures de police banalisées, la première stationnée peu après le départ du Parc des Croupettes, à la rue du Valais, et la seconde près de Manor. Enfin, à l'angle rue Gautier et rue des Pâquis, un autre photographe, qui n'était autre, semble-t-il, que Monsieur Puhl, porte-parole de la police, «mitraillait» lui-aussi les manifestants!

Nous tenons, par la présente, à protester contre cette pratique policière qui consiste semble-t-il désormais à photographier de manière systématique les participant-e-s aux manifestations que nous organisons, y compris lorsque celles-ci sont dûment autorisées, comme c'était le cas de cette manifestation contre le G20.

Il s'agit de mesures d'intimidation qui visent à dissuader les citoyens ou citoyennes de recourir au moyen de la manifestation pour exprimer leurs opinions. [...] Mais, dans le cas d'espèce, cette opposition de principe est renforcée

Discours en fin de manifestation

L'hégémonie des Etats-Unis est remise en cause par le monde entier. La guerre en Afghanistan et en Irak, l'organisation de coups d'Etat déguisés en révolutions colorées, l'utilisation légale de la torture ont durablement terni l'image de l'impérialisme étasunien.

Les peuples n'ont pas été écoutés, malgré de nombreuses manifestations et d'oppositions, alors que nous étions des millions à travers le monde à nous opposer à la guerre, aux privatisations, à la destruction du service public, à la politique du FMI et de la Banque Mondiale.

La crise économique nous démontre que les rapports de production actuels, l'exploitation capitaliste et la soi-disant liberté de commerce ne sont pas en mesure de remplir les besoins sociaux et vitaux de l'ensemble de l'Humanité. Un enfant meurt toutes les cinq secondes quelque part dans le monde, il y aura 50 millions de chômeurs supplémentaires en 2009, les gouvernements et les parlements poursuivent le démantèlement du service public et des assurances sociales. Aucun effet d'annonce ne pourra résoudre la crise. Les peuples sont les seuls à pouvoir agir pour dépasser le capitalisme et ainsi libérer l'énorme potentiel économique, social et culturel de l'Humanité.

Alors que les contradictions du capitalisme nous sautent à la figure jour après jour, les peuples n'ont rien à attendre du G20. Un énième plan de relance, de surcroît payé par les travailleurs, ne pourra être accepté.



Aujourd'hui, face au calamiteux état de la finance mondiale, les dirigeants de la planète sont les seuls responsables. C'est pour cela que les actionnaires, les banquiers et les capitalistes attendent avec impatience les conclusions du G20 pour redorer leurs blasons.

Nous devons nous préparer dès maintenant à riposter aux conclusions de ce Sommet. Qu'ils décident de s'attaquer aux paradis fiscaux, aux bonus ou aux parachutes dorés, ça ne va rien changer pour nous.

Ailleurs dans le monde, les peuples tissent des alternatives. En Amérique latine par exemple, des gouvernements progressistes et socialistes se regroupent et ont l'intention de créer une monnaie régionale d'intégration, le Sucre, et la banque du Sud pour se prémunir de la crise et pour ne plus avoir à faire avec les bandits du FMI et de la Banque mondiale.

Près de la région, des peuples se réveillent comme la Guadeloupe et la Martinique, mettent en échec les

tentatives du gouvernement français et obtiennent leurs revendications. Le mouvement social de la France métropolitaine s'en inspire et atteint des mobilisations record.

En Suisse aussi des batailles sont à mener. La droite continue à attaquer les assurances sociales. La baisse des rentes du 2ème pilier passera en votation populaire car le référendum est en voie d'aboutissement grâce aux efforts combinés du Parti Suisse du Travail, l'AVIVO et UNIA entre autres.

Mais il n'y a pas que les luttes institutionnelles. Le regroupement des forces anticapitalistes est indispensable pour organiser la mobilisation et l'unité populaire. Pour riposter aux licenciements abusifs, aux prochains licenciements de masse, à la criminalisation de la contestation, au démantèlement du service public, construisons ensemble un front de lutte avec les syndicats, les associations et les partis anticapitalistes.

Esteban Munoz

par le fait que cette activité policière s'est manifestement inscrite en violation de la loi, ce qui est évidemment inadmissible. [...] La loi dispose ainsi que: «La police peut photographier ou filmer les participants à une manifestation s'il ressort des circonstances concrètes que certaines de ces personnes envisagent de commettre un crime ou un délit dont la gravité ou la particularité justifie cette mesure.» Or aucune des «circonstances concrètes» de cette manifestation ne permettait d'imputer aux manifestant-e-s ou à certains d'entre-eux le fait qu'ils-elles «envisageaient de commettre un crime ou un délit» quelconques.

[...] Dans le contexte de crise actuelle, et suite aux différentes affaires qui ont récemment émaillé l'actualité en Suisse ou dans d'autres pays [...], nous avons tout lieu de craindre d'une part la résurgence de fichiers de police centraux, d'autre part la diffusion à des sociétés de sécurité privée d'informations contenues dans ces derniers suite à l'engagement par ces dernières d'anciens policiers. Tout cela pourrait de plus favoriser la constitution de listes noires de la part de l'Etat et des entreprises.

Finalement, les organisateurs demandent que les auteurs de cette décision illégale soient rappelés à l'ordre, de rappeler aux services de la police la teneur de la loi en question, qu'en particulier elle ne donne pas un blanc-seing à la police pour photographier ou filmer des manifestations en général, que le matériel photographique ou les films soient immédiatement détruits. La lettre est signée par Jean-Luc Ardite, Pierre Vanek, Eric Decarro et Florence Proton.

La section genevoise ne se joindra pas à l'appel pour un nouveau parti

Ayant discuté le texte de l'«Appel pour une vraie force politique alternative de gauche en Suisse», ainsi que le contenu des forums de Facebook qui y sont associés, le Comité directeur de la section genevoise a estimé à l'unanimité que le PST n'a aucune raison de s'y associer, mais doit au contraire catégoriquement rejeter ce projet, qui n'est qu'un énième avatar de l'idée de fusion pour la fusion de tout ce qu'il peut y avoir à la gauche du PS, option rejetée démocratiquement et à une très large majorité par le dernier Congrès national du PST.



Voici une partie de l'affiche du Parti de la gauche européenne (PGE) pour les élections européennes de 2009. Il s'agit des logos de chacune des composantes mélangés et donnant un effet de nébuleuse.

Le texte de l'appel, de même que les discussions sur Facebook, ne possèdent pas d'autre contenu politique qu'un vide idéologique. La seule perspective qu'offre l'appel est de faire un nouveau parti unifié, avec pour seule idée «politique» qu'il soit de gauche «alternative». Or ce terme d'«alternatif» est vide de sens. D'ailleurs les discussions sur Facebook en sont caricaturalement révélatrices: le seul vrai sujet débattu dans le forum «idéologie» est quel contenu donner à ce concept d'«alternatif», contenu qui demeure insaisissable. La section genevoise considère que la seule raison à cela, c'est précisément la vacuité politique du projet, le futur nouveau parti n'étant prévu ni pour défendre une classe, ni pour défendre une idéologie, ce qui est la raison d'être de tout parti. Le seul sens réel que possède le mot alternatif dans ce contexte est une alternative électorale au PS, tout simplement. Une certaine démagogie autour de l'unité masque

mal l'ambition personnelle de quelques leaders qui rêvent d'un parti le plus large possible pour se faire élire sur ses listes.

Or le PST possède précisément ce qui manque au futur nouveau parti «alternatif»: il a une histoire, une idéologie et de réels objectifs politiques. Nous sommes un Parti marxiste et communiste, le Parti qui défend les classes que le capitalisme opprime. Certes aujourd'hui le PST est affaibli mais en quoi la dilution dans une vague nébuleuse réformatrice l'aiderait-elle? Pouvons-nous renoncer à notre culture communiste, à nos structures constituées par des décennies de lutte, à nos objectifs révolutionnaires pour nous fondre dans un mouvement hétéroclites dont les discussions portent sur comment se donner une image différente des socio-écologistes-libéraux? Si nous n'avons pas à nous poser la question sur ce qui nous rend différents du PS, c'est précisément parce que nous avons une ligne politique

émancipatrice en lieu et place d'une logique parlementariste. Jamais un vrai projet d'émancipation des peuples ne naît de vagues discussions sur les questions d'image et d'alternative. Alternative par rapport à quoi? Au PS, à la dénommée extrême-gauche, au PST? Une alternative au capitalisme? Est-ce à dire un parti défendant la marche vers le socialisme? Le nouveau parti ne saurait être que social-démocrate de gauche vue l'absence de propositions politiques concrètes et la composition de ses dirigeants, dont beaucoup sont issus du PS et tiennent le communisme pour une vieilleriesonne à envoyer au musée, de même que par ses références au Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, qui n'est rien de plus qu'une scission du PS français, lui-même virant au social-libéralisme. La section genevoise considère que la seule réponse opportune que le PST peut donner à cet appel est de renforcer le Parti, ainsi que de lui donner un nouveau programme communiste cohérent et appliqué avec constance, afin de faire de notre Parti la force révolutionnaire que la Suisse et les peuples ont tant besoin.

La section genevoise ne peut que s'étonner face à la démarche de certains camarades de la section vaudoise, dont quelques-uns occupent des postes dans la direction cantonale du POP, au Comité central, voire même au Comité directeur du PST. Non seulement leur démarche est liquidatrice, anti-parti et anti-communiste puisque la dissolution du PST équivaldrait à un arrêt de mort du communisme en Suisse, mais elle est aussi anti-statutaire et anti-démocratique. En signant, voire en lançant, un appel qui est la copie conforme de la résolution liquidatrice que le XIXe congrès a

démocratiquement rejeté à une très large majorité, ils ont amplement prouvé qu'ils n'ont aucune considération pour le Parti dont ils sont membres et sa démocratie interne, ni aucun respect pour notre base qui est attachée au PST mais dont l'avis ne les intéresse pas. Par ailleurs, leur vote n'est pas pris en compte, ce d'autant plus que la dissolution du PST ne peut être acceptée que par ses membres «par le vote favorable de trois quarts des délégué-e-s présent-e-s au Congrès de dissolution, suite à une Conférence nationale convoquée spécialement sur ce thème.»

Ces camarades ont fait preuve du mépris le plus sincère pour nos instances et notre base par leur double discours, par leur hypocrisie. En effet, plusieurs d'entre eux ont dit aux membres des instances du PST qu'ils restaient attachés au Parti et que s'ils voulaient l'unité, ils n'avaient nullement en vue un nouveau parti remplaçant le PST, option à laquelle ils seraient opposés. Or ces mêmes camarades discutent parallèlement sur les forums de Facebook du nom pour le futur nouveau parti, qu'ils sont tous d'avis d'appeler «la Gauche», sans nous en dire mot naturellement. Pourquoi ces camarades font-ils cela? Veulent-ils entraîner le maximum de membres du PST dans la nouvelle «alternative» par la tromperie? Ne supportent-ils plus d'être membres d'un Parti communiste? La section genevoise considère de telles manœuvres liquidatrices et anti-démocratiques, de même que les doubles discours, comme inadmissibles et estime que les camarades qui participent à la création d'un nouveau parti ont le choix soit de suivre les statuts du PST, organisation à but idéal, soit de démissionner s'ils considèrent que ces buts ne leur conviennent plus. Ceci concerne également le Conseiller national Joseph Zisyadis, porte-parole du nouveau parti, mais silencieux quant à sa position au sein du PST puisqu'il se dit «en vacances du Parti». La section genevoise n'accepte pas cette qualification non-statutaire, et demande que soit éclairci une fois pour toute si Joseph Zisyadis a encore à cœur les buts idéaux du PST, tels que définis dans ses statuts ou pas. Contrairement à certains camarades, le comité directeur de la section genevoise respecte la démocratie interne et les statuts du PST. Le comité directeur genevois plaide donc pour que lors du prochain Comité central soit formellement débattu l'«appel pour une vraie force politique alternative de gauche en Suisse», rappelle aux camarades leurs devoirs en tant que membre des instances du PST «d'agir en pleine responsabilité pour la mise en œuvre des décisions adoptées et la réalisation du programme» du parti, et si le but idéal n'est plus en accord avec leur vision d'un parti politique, de prendre leur responsabilité et la décision qui s'impose de rejoindre une autre organisation plus apte à répondre à leurs aspirations. En tout état de cause, le PST ne peut être utilisé comme un instrument purement électoraliste qui doit être jeté une fois que les suffrages ne suffisent plus à accéder aux parlements bourgeois, doit-on rappeler encore un de ses buts stipulé dans l'art.1 «Dans ses réflexions comme dans ses actions, il s'appuie sur les analyses développées par Marx et d'autres théoriciennes et théoriciens du mouvement révolutionnaire». Dans cet esprit, le PST doit reconstruire sa base en menant les luttes décisives du 21ème siècle dans tous les espaces où les travailleurs, les intellectuels, les exclus se battent pour plus de justice sociale.

Parti du Travail de Genève

Chronique d'une victoire annoncée Référendum contre la révision de la LPP

Le 8 avril, à Berne, 150 militant-e-s des syndicats et de gauche déposent officiellement près de 205'000 signatures contre la baisse des rentes du deuxième pilier.



La récolte a été réalisée en trois mois, et c'est quatre fois plus que les 50'000 signatures obligatoires pour le dépôt d'un référendum qui ont été recueillies. C'est le troisième plus important nombre de signatures jamais enregistré pour un référendum. Le syndicat UNIA a réuni un tiers des signatures; les magazines de consommateurs ont apporté le deuxième tiers; l'AVIVO, le PST-POP, le PS et les autres syndicats apportant le troisième. Le peuple aura le dernier mot en fin d'année.

En octobre 2008, lors du congrès national du Parti suisse du Travail-POP, les délégués approuvent à l'unanimité une proposition de lancer le référendum contre la loi sur le deuxième pilier, au cas où celle-ci serait révisée comme le Conseil fédéral le propose. A savoir: réduction du taux de conversion avec comme conséquence la réduction des rentes de 12%! Le 11 décembre 2008, le PST-POP annonce à la presse qu'il lance le référendum, car: «La baisse des rentes est grave, injuste et irresponsable dans les temps de crise que nous vivons actuellement»; le PST-POP appelle le peuple suisse à résister à cette attaque contre l'Etat social. Il propose à toutes les organisations sensibles aux valeurs de justice sociale et de solidarité de s'unir dans un comité unitaire contre cette loi injuste imposée par les chambres fédérales. Rapidement le mouvement de résistance prend de l'ampleur. Le syndicat Unia est le premier à réagir. Bousculant sa direction, le comité central d'UNIA décide de soutenir le référendum. Ensuite c'est le comité national de l'AVIVO qui annonce son soutien. Suivent les magazines de consommateurs «K-Tipp», «Bon à savoir» et «Tout compte fait». Enfin, le 28 janvier 2009, devant l'ampleur du mouvement, le Parti socialiste rejoint le référendum.

En prenant l'initiative de lancer le référendum, le PST-POP a démontré, une fois de plus qu'il était un défenseur conséquent du monde du travail; et que sa ligne politique de résistance et de rassemblement populaire était juste.

Communiqué du PST

Portrait d'un conseiller municipal communiste

Rolf Zbinden, un militant passionné!

Rolf Zbinden, enseignant et membre du législatif de la ville de Berne pour le Parti du Travail Section de berne, a participé le 6 octobre 2007 à la manifestation contre la «marche sur Berne» de l'Union démocratique du centre (UDC). A cette marche de l'UDC ont participé aussi beaucoup de fascistes. Grâce au blocus dans la vieille ville de Berne, la marche de l'UDC a pu être empêchée. Le 28 octobre 2008, Rolf Zbinden a été condamné en première instance pour atteinte à l'ordre public. Le même jour – après 25 ans d'enseignement dans cette école – il a été licencié de l'école professionnelle technique et industrielle (GIBB).



Affiche des candidats aux élections du 09.04.06 au Grand Conseil bernois. Rolf Zbinden figure en bas au milieu.

Comment as-tu vécu ce licenciement abusif?

Je l'ai ressenti comme une étape supplémentaire d'une campagne, qui ne vise pas qu'à discréditer la politique que je défends pour le PdT de Berne. Depuis le début, il s'agit de s'attaquer, à moi en tant que personne, de me blesser et de m'épuiser. Cela a déjà commencé le 6 octobre 2007 par des articles calomnieux dans la presse bernoise. Cela a continué au parlement bernois avec des demandes de démission du parlement et des attaques diffamatoires, pour atteindre sa première apogée au procès du 28 octobre 2008 pour atteinte à l'ordre public. Après la condamnation en première instance, a suivi le même jour le licenciement! Il est intéressant de démontrer comment les différentes instances travaillent main dans la main et au final veulent faire un exemple.

Durant ces deux dernières années, il n'y a pas eu que les coups bas de cette répression concertée. De nombreux

témoignages de solidarité m'ont été adressés. Ce qu'il faut retenir, c'est le lancement d'une pétition de la part de mes collègues de travail contre mon licenciement. Moi même j'ai toujours demandé en premier lieu de ne pas penser à moi, mais à soi même: si après 25 ans d'enseignement on peut me balancer si rudement – alors le futur ne présage rien de bon.

Quels combats mènes-tu en tant que représentant du PdT de Berne au législatif?

Ces dernières années, à Berne, nous avons dû nous pencher surtout sur les tentatives d'exclusion sociale et sur les restrictions des droits fondamentaux. À chaque fois, nous avons fait le constat du même scénario: la droite mettait le feu aux poudres et une partie considérable de l'alliance rose-verte, qui détient une majorité au législatif comme à l'exécutif de la ville de Berne, finissait par céder après avoir manifesté un certain mécontentement. Cela s'est



Affiche des candidats aux élections du 28.11.04 au Conseil municipal bernois.

passé lors de l'introduction des inspecteurs sociaux, lors de l'interdiction de la mendicité à la gare, des restrictions du droit de manifester et des attaques contre les structures démocratiques de base du centre culturel autonome et alternatif de la «Reitschule».

Quel bilan tires-tu de ton activité parlementaire?

Tu deviens vite un bouc émissaire pour la droite, et un clown pour la gauche. Les mécanismes de la personnalisation se mettent vite en place. Mais dès le début – depuis notre première candidature en 2004 – notre but était de ne pas nous laisser dicter notre politique par l'agenda de la gauche parlementaire. Ce qui nous guide, ce ne sont pas les prétentions rhétoriques des rose-vert, mais bien les mouvements sociaux radicaux et les besoins essentiels de ceux qui, dans le contexte de la société actuelle, sont exclus car considérés comme des personnes



Vous avez le choix! Entre la tomate brune, verte ou rouge.

superflues. Cette volonté de donner une plateforme aux forces et aux luttes extraparlimentaires, sans percevoir de bénéfices, nous l'avons réalisé. Nous sommes satisfaits lorsqu'on nous l'atteste.

Comment vois-tu les restrictions aux droits démocratiques et leur remise en question en Suisse?

Ces dernières années, la répression de manifestations – justement ici à Berne – et la manière dont des personnes ont été arbitrairement arrêtées et poursuivies, n'est pas simplement une réaction excessive des puissants. Au contraire, l'opposition politique est systématiquement une cible lorsqu'elle ne se contente pas de participer sagement aux rituels des élections et des votations. L'intervention policière du 11 février 2009 est exemplaire: ici à Berne peu avant 6 heures du matin, 8 perquisitions se sont déroulées, 7 personnes ont été arrêtées, leur ADN a été répertorié dans une liste de personnes pouvant donner des renseignements. Ce n'est pas seulement de l'intimidation classique, mais surtout une augmentation de la capacité de l'Etat-policier. Le summum est survenu le 8 mars 2009: la police bernoise non seulement tolère mais en plus protège des contre-manifestants, le défilé de 150 fascistes du Parti suisse des nationaliste (PSN, PNOS).

Le PdT de Berne, dont tu es adhérent, a fait la proposition de changer le nom du parti suisse du travail en parti communiste suisse. Qu'est-ce qu'à ton avis cela apporterait?

Premièrement, ce serait pour nous la conséquence logique de la réalité politique. L'adjectif «communiste» est entre-temps un des qualificatifs attribués au PdT de Berne en tant que tel et à quelques uns de ses membres – lors de mon licenciement, j'ai été taxé d'«enseignant communiste». Aux élections fin 2008, nous nous sommes présentés en tant que «liste communiste – PdT Berne». Ceux qui ont opté pour nous, n'avaient de toute évidence aucune réserve à l'égard de cette appellation. On peut sûrement argumenter que le changement de nom soit un peu prétentieux. En tant que petit parti à Berne, nous sommes conscients qu'une certaine modestie politique s'impose – et en premier lieu envers nos alliés politiques. Le changement de nom ne doit pas être pour nous une tromperie sur la marchandise, mais doit envoyer un signal fort: il signifie que nous affirmons une rupture radicale avec le pouvoir du grand capital – de ses effets négatifs



sur l'être humain et la nature – et la lutte pour une société solidaire. Nous ne nous référons pas à une tradition politique de parti, mais à une histoire riche et contradictoire de la résistance communiste.

La discussion politique en France et en Italie de ces dernières années a montré curieusement que le terme «communiste» y a retrouvé sa place, en signe d'une dissidence radicale de toutes celles et ceux qui sont écoeurés par les tromperies du parlementarisme auxquelles se sont prêtées les «partis eurocommunistes». Les communistes se distinguent justement par le fait qu'ils ne participent pas à une lutte pour des

avantages et des privilèges mais qu'ils relaient la détresse, les besoins et les rêves des «humiliés et offensés», des «damnés de la terre» et qu'ils les aident à les exprimer dans des luttes communes. Cette attitude n'est pas de l'arrogance de notre part. Elle exige de la curiosité et de l'imagination sociale et de la modestie.

Comment conçois-tu l'avenir de notre parti? Qu'est-ce qu'il faut pour que le PST redevienne une force politique qui compte?

D'abord, il est essentiel que l'on remarque que nous existons. Et là, je ne pense pas en premier lieu à notre travail avec et dans les medias. Je pense à notre présence physique, notre présence dans les quartiers, entreprises, écoles, centres culturels, notre participation aux mobilisations, manifestations et luttes. J'entends déjà la remarque: où avons-nous les capacités, les gens, le temps? Ces questions sont légitimes, si nous «interventions» au sens classique du terme – si nous nous approchons des gens de dehors. Mais nous tous avons des voisins, quelques-uns étudient, d'autres travaillent, beaucoup sont de sortie le soir. Notre engagement n'a pas besoin d'être renforcé, mais pourrait être exprimé au quotidien. De cette manière, on apprend à se connaître politiquement, des amitiés et une confiance commune se créent. Nous appelons cela une politique «entre partenaires».

Ce principe est aussi valable pour le travail commun avec d'autres groupes politiques: à Berne, nous ne connaissons heureusement pas les combats de clocher, caractéristiques d'une politique d'alliance, où le PST a investi beaucoup d'énergie. Si nous considérons la lutte des classes d'en bas en tant que processus d'apprentissage commun, alors les luttes de pouvoir et intrigues en tout genre, qui coûtent tellement d'énergies et tuent toute initiative politique, disparaissent. Des processus d'apprentissage en commun à la base de la société: cela n'a rien de spectaculaire ou de visionnaire. Mais c'est là où nous devons être, à la base. C'est notre chemin pour l'avenir – pour nous communistes.

***Entretien réalisé par A. Eniline
Traduction de Cyrille Baumann***

L'union de la gauche combative se manifesterà cet automne

Suite aux décisions respectives de nos congrès et assemblées générales, nos deux formations politiques ont mis en place un processus de travail pour la concrétisation d'une liste commune en vue des prochaines élections cantonales. Aujourd'hui, nous pouvons annoncer que le Parti du Travail et solidaritéS se retrouveront sur une même liste cet automne.

En effet, après l'échec des deux listes séparées de l'Alliance de Gauche en 2005, il nous a paru indispensable de ne pas répéter ce scénario, qui a eu pour conséquence de priver de représentation parlementaire plus de 14% de l'électorat, par le fait du quorum antidémocratique à 7%.

Or, dans cette période de grave crise économique, une forte représentation parlementaire qui défende pied à pied les intérêts des secteurs populaires, des catégories sociales les plus précarisées et de l'ensemble des salarié-e-s – y compris en visant à améliorer leurs droits! - est d'autant plus nécessaire.

Une plate-forme commune, centrée sur quelques domaines prioritaires sera défendue par nos forces réunies: la lutte pour un travail décent pour toutes et tous, le renforcement d'un bouclier social pour les jeunes, les salarié-e-s, les retraité-e-s, une meilleure qualité de vie et des logements sociaux et bon marché en suffisance, la défense des services publics, l'extension des droits démocratiques et la solidarité internationale, avec un engagement fort pour le respect de l'environnement. En tenant compte des différences entre nos formations politiques, celles-ci mèneront également campagne sur leurs programmes respectifs.

Communiqué PDT-solidarités

Pour le PDT: Jean-Luc ARDITE
Pour solidarités: Pierre VANEK

Agenda militant

SAMEDI 25 AVRIL - 19H

Journée folklorique latine-internationale de solidarité avec le peuple cubain à la *Maison des associations*.

Organisation: Appel genevois pour Cuba

LUNDI 27 AVRIL - 20H

Débat public avec le sénateur colombien Jorge Enrique Robledo sur «Le libre commerce sans droits humains» à la *Maison des associations*. Avec la participation du conseiller national Carlo Sommaruga.

Organisation: Polo democratico alternativo

JEUDI 30 AVRIL - 19H30

Conférence sur «Le Développements alternatifs en Amérique latine» avec Isabel Rauber et Oscar Ugarteche à la *Maison des associations*.

Organisation: Solifonds

VENDREDI 1^{ER} MAI - DES 14H

Rendez-vous au stand du Parti du Travail au *Parc des Bastions* pour célébrer la fête internationale des travailleuses et des travailleurs.

SAMEDI 16 MAI - 14H

Mobilisation syndicale européenne contre la crise
Le parcours est encore à définir.

Organisation: CGAS

Annonces

Bénévolat au secrétariat

Si vous êtes disposé à donner un coup de main au secrétariat pour mettre des courriers ou l'Encre Rouge sous enveloppe, pour taper des courriers, pour accueillir des visites, pour répondre au téléphone ou pour toute autre aide, veuillez contacter la secrétaire cantonale Anne-Marie Peysson au n° tél. 022.322.22.90 ou sur l'email pdt-ge@bluewin.ch

Assemblée des délégués

Le Comité directeur a convoqué une assemblée de délégués qui se tiendra le samedi 23 mai de 14h à 20h au 25, Vieux-Billard pour que le Parti du Travail prenne position sur les prochaines élections cantonales et pour débattre sur les motions présentées pour la prochaine conférence nationale sur l'Union européenne du samedi 6 juin 2009.